

Évolutions monétaires à La Réunion au 30 septembre 2014

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Conséquence d'une activité mondiale plus faible que prévu au premier semestre 2014, le Fonds monétaire international (FMI) a revu ses prévisions de croissance pour l'économie mondiale à la baisse, à 3,3 % pour cette année et à 3,8 % en projection pour 2015.

Le PIB en volume de la zone euro a augmenté de 0,2 % au troisième trimestre de l'année (variation trimestrielle). Cette évolution est conforme aux précédentes indications d'un ralentissement de la dynamique de croissance en zone euro. Ces éléments sont reflétés dans les projections macroéconomiques de décembre 2014 établies par les services de l'Eurosystème pour la zone euro, qui prévoient une hausse du PIB annuel en volume de 0,8 % en 2014, de 1,0 % en 2015 et de 1,5% en 2016.

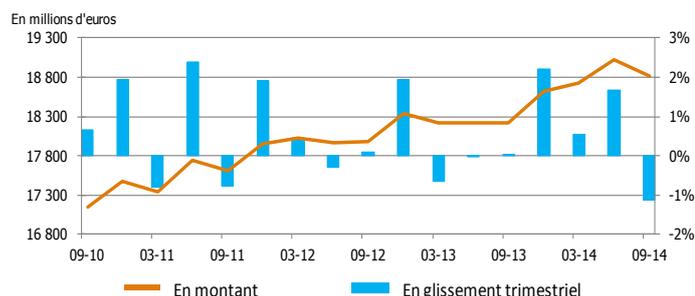
Lors de sa réunion du 4 décembre 2014, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 0,05 %, 0,30 % et - 0,20 %. Par ailleurs, s'agissant des mesures non conventionnelles de politique monétaire, la BCE a débuté courant octobre ses achats d'obligations sécurisées (*covered bonds*) et courant novembre les achats de titres adossés à des actifs (*asset-backed securities*). Ces programmes d'achats dureront au moins deux ans. Par ailleurs, la deuxième opération de refinancement à plus long terme ciblée (*targeted longer-term refinancing operations* ou TLTRO) sera lancée courant décembre, suivie de six autres opérations de ce type jusqu'en juin 2016. Ces mesures visent à rapprocher le bilan de la BCE des dimensions qu'il affichait début 2012. Lors de la conférence de presse qu'il a tenue à l'issue du Conseil, Mario Draghi, Président de la BCE a notamment indiqué que « S'il devenait nécessaire d'accentuer la réponse aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation, le Conseil des gouverneurs continue d'affirmer unanimement son engagement à recourir à des instruments non conventionnels supplémentaires dans le cadre de son mandat. Cela impliquerait de modifier en début d'année prochaine l'ampleur, le rythme et le contenu de nos mesures. En réponse à la demande du Conseil des gouverneurs, les services de la BCE et les comités compétents de l'Eurosystème ont accéléré les préparatifs techniques en vue de nouvelles mesures qui pourraient, le cas échéant, être mises en œuvre en temps voulu. Toutes nos mesures de politique monétaire ont pour objet de soutenir l'ancrage solide des anticipations d'inflation à moyen et long terme, conformément à notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %, et contribuent à ramener les taux d'inflation à ce niveau. »

QUELQUES SIGNES DE REPRISE DE L'ACTIVITÉ BANCAIRE

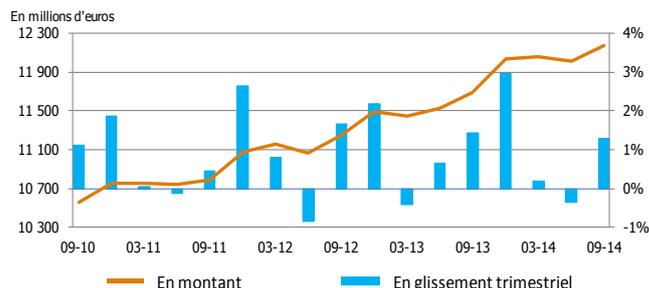
Les signaux encourageants sur l'activité bancaire se confirment au troisième trimestre. La baisse des encours totaux sains affichée sur le trimestre (- 1,1 %) est à retenir du découvert ponctuel d'un organisme public enregistré les deux trimestres précédents (140 millions d'euros en mars 2014 et 280 millions d'euros en juin 2014). Hors prise en compte de cet élément exceptionnel, la hausse s'établit à 0,4 %.

Les actifs financiers détenus par les agents économiques s'inscrivent en hausse (+ 1,3 %) toujours portés par la bonne tenue des dépôts à vue (+ 3,2 %), des contrats d'assurance-vie (+ 1,7 %) et des plans d'épargne logement (+ 1,6 %). En revanche, une légère décollecte est enregistrée sur les livrets A (- 0,6 %) au troisième trimestre, alors que ces placements avaient pour l'instant bien résisté à la diminution de leur taux de rémunération.

Evolution des concours bancaires



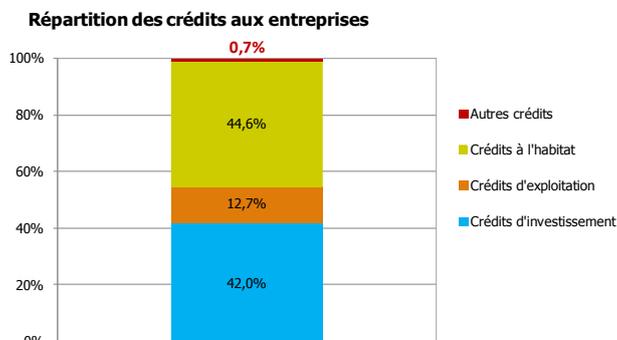
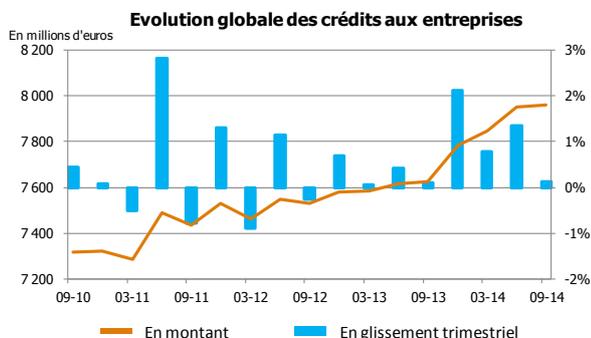
Evolution des actifs financiers



LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE RESTE BIEN ORIENTÉ

Stabilité des crédits aux entreprises

Les **financements consentis aux entreprises** progressent très modérément au troisième trimestre 2014 (+ 0,1 % soit + 10 millions d'euros) en raison notamment du transfert dans la classification « ménages » d'encours précédemment comptabilisés comme crédit d'exploitation. Les crédits aux entreprises conservent néanmoins un encours proche de 8 milliards d'euros à fin septembre 2014, en hausse de 4,4 % sur un an et représentent une proportion de 45 % de l'encours sain total de crédits consentis dans le département.



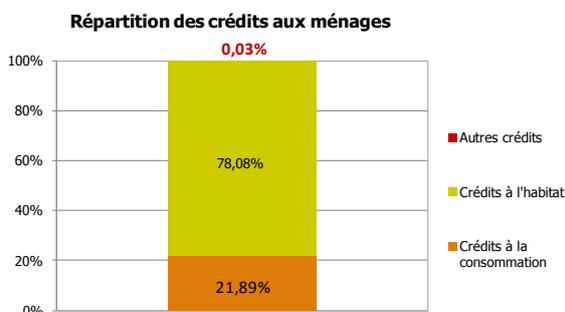
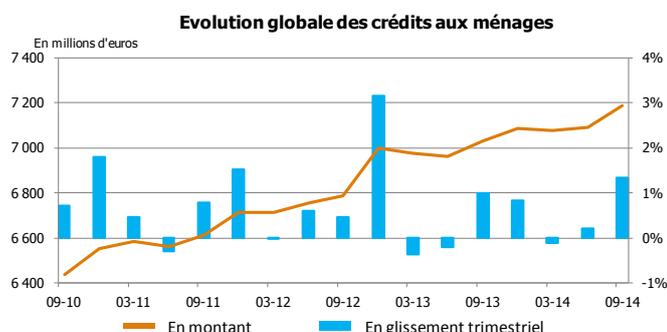
Le **financement de l'immobilier des entreprises** continue de s'inscrire en hausse au troisième trimestre 2014.. C'est la seule composante qui enregistre un rythme de progression soutenu, avec une hausse de 1,3 % (contre + 0,9 % au deuxième trimestre et + 1,7 % au premier trimestre). Sur les douze derniers mois, l'encours progresse de 7,8 %, en léger ralentissement par rapport au trimestre précédent (+ 9,0 %). Une grande partie de cet encours (81 % en septembre 2014) est constituée des financements consentis par une institution spécialisée sur le financement du logement social, dont la part a très fortement progressé depuis l'explosion de la crise financière en 2009 (ils ne représentaient qu'un poids de 66,3 % des financements immobiliers en mars 2009).

L'encours des **crédits d'investissement** reste stable au troisième trimestre 2014 (+ 0,1 % soit + 3 millions d'euros). La baisse des crédits d'équipement (- 0,1 % soit - 2 millions d'euros) est compensée par la hausse des financements en crédit-bail consentis aux entreprises (+ 0,9 % soit + 4 millions d'euros). Toutefois, sur les douze derniers mois, on observe une poursuite de la progression des financements à l'investissement des entreprises (+ 5,2 % contre + 4,1 % à la fin du trimestre précédent).

L'encours des **crédits d'exploitation** s'inscrit en baisse au troisième trimestre 2014 (- 3,6 % soit - 38 millions d'euros) mais les chiffres sont impactés par la reclassification en « ménages » d'une partie des encours. Sur les douze derniers mois, il continue également de s'inscrire en baisse (- 7,3 % par rapport à septembre 2013 après - 8,0 % à la fin du trimestre précédent). À l'inverse du deuxième trimestre 2014, l'ensemble des types de financements à court terme enregistre un recul de leurs encours ; les plus fortes baisses affectant les comptes ordinaires débiteurs (- 11,1 %), l'escompte de créances commerciales (- 6,9 %) et l'affacturage (- 6,1 %).

Reprise à confirmer des crédits aux ménages

Les **concours consentis aux ménages** s'inscrivent en hausse au troisième trimestre 2014 (+ 1,3 % soit + 95 millions d'euros) après un début d'année 2014 morose (+ 0,2 % au deuxième trimestre et - 0,1 % au premier trimestre). Avec un encours de près de 7,2 milliards d'euros (+ 2,2 % sur un an), les crédits aux ménages se situent à leur plus haut niveau historique. Ils enregistrent une croissance du financement de la consommation des ménages (à nuancer suite à un « transfert comptable », cf. *supra*), ainsi qu'une hausse du financement de l'habitat.



Les **crédits à la consommation** des ménages progressent fortement au troisième trimestre 2014 (+ 3,2 % soit + 49 millions d'euros). Une évolution qui marque un retour à une croissance annuelle positive pour la première fois depuis décembre 2008. Avec un encours de 1,6 milliard d'euros, les crédits à la consommation retrouvent leur niveau de la fin de l'année 2012.

L'encours des **financements à l'habitat**, principale composante des concours aux ménages (78,1 % des crédits totaux qui leur sont octroyés), affiche également une croissance plus soutenue sur le trimestre (+ 0,8 % soit + 46 millions d'euros, contre + 0,2 % au deuxième trimestre et + 0,3 % au premier trimestre). Son évolution reste pénalisée par l'atonie du marché de l'immobilier réunionnais, contraint par les modifications successives des dispositifs de défiscalisation. Sur un an, l'encours des crédits à l'habitat des ménages progresse de 2,7 % (+ 145 millions d'euros), en ralentissement continu.

Baisse des crédits aux collectivités locales et aux autres agents

L'encours des **crédits consentis aux collectivités locales** s'inscrit en baisse au troisième trimestre 2014 (- 1,2 % soit - 24 millions d'euros) après s'être inscrit en hausse le trimestre précédent (+ 3,0 % soit + 60 millions d'euros). Ces fluctuations s'expliquent par le fait que les principales collectivités locales gèrent activement leurs dettes et procèdent régulièrement à des remboursements anticipés, en fonction de leurs rentrées fiscales. La hausse des concours aux collectivités locales s'établit à 5,6 % sur les douze derniers mois. Parallèlement, les **crédits aux autres agents** reculent très fortement sur le trimestre (- 34,6 % soit - 293 millions d'euros) en raison de l'absence ce trimestre d'une utilisation ponctuelle de découvert par un établissement public qui avait impacté exceptionnellement les encours à fin juin et à fin mars 2014.

Sinistralité en baisse

Les **créances douteuses brutes** portées par les établissements de crédit installés localement (ECIL) continuent de diminuer légèrement au troisième trimestre (- 0,3 % soit - 2 millions d'euros) comme au deuxième trimestre (- 0,2 % soit - 2 millions d'euros). Leur poids dans l'encours total reste stable pour s'établir à 5,6 %. Le taux de provisionnement de ces créances douteuses s'établit à 62,1 % à fin septembre 2014.

HAUSSE MESURÉE DES ACTIFS FINANCIERS

L'encours total des **actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais** progresse de 1,3 % à fin septembre 2014 (soit + 155 millions d'euros), pour s'établir à 12,2 milliards d'euros. Pour mémoire, les actifs financiers s'étaient inscrits en baisse de 0,3 % au trimestre précédent. L'encours total des dépôts collectés progresse de 4,1 % sur douze mois (soit une collecte nette de 494 millions d'euros en un an).

Peu de produits de placements s'inscrivent néanmoins en hausse sur ce trimestre. La principale progression est enregistrée par les comptes de **dépôt à vue** (+ 3,2 %), qui expliquent à eux seuls à hauteur de + 123 millions d'euros la hausse générale.

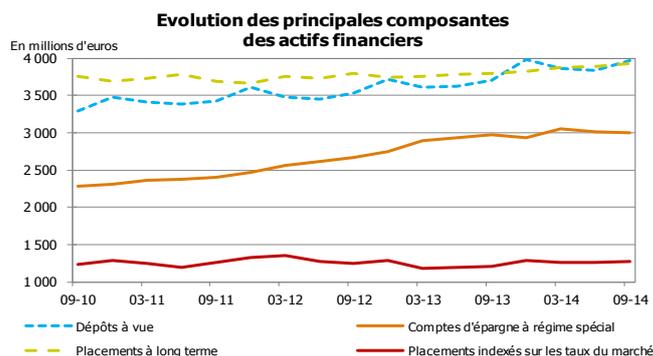
Les encours des contrats d'assurance vie collectés par les banques progressent également sur le trimestre (+ 1,7 % soit + 39 millions d'euros), de même que les encours des plans d'épargne logement (+ 1,6 % soit + 13 millions d'euros) et les comptes ordinaires créditeurs (+ 1,8 % soit + 14 millions d'euros).

Inversement, de nombreuses baisses de produits de placement sont enregistrées, principalement sur les produits d'épargne à taux administrés, en premier rang desquels les livrets A (- 0,6 % sur le troisième trimestre soit une décollecte de - 8 millions d'euros). Les portefeuilles d'actions, d'obligations et d'OPCVM non monétaires enregistrent également des baisses sensibles.

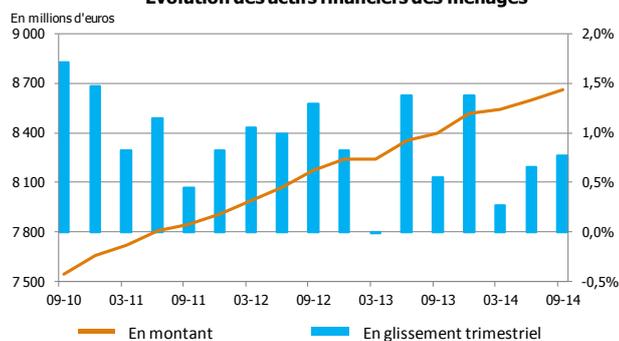
L'épargne longue s'inscrit ainsi en hausse de 1,1 % sur le trimestre tandis que **les placements liquides ou à court terme**, qui concernent des horizons de placement plus courts et des niveaux de rémunération fortement corrélés aux taux monétaires (actuellement proches de zéro), reculent de 0,3 %. En glissement annuel sur douze mois, l'ensemble des principales composantes des placements financiers continuent de s'inscrire en hausse de 7,0 % pour les dépôts à vue, 3,5 % pour l'épargne à long terme et 2,1 % pour les placements liquides ou à court terme.

Légère hausse des placements des ménages

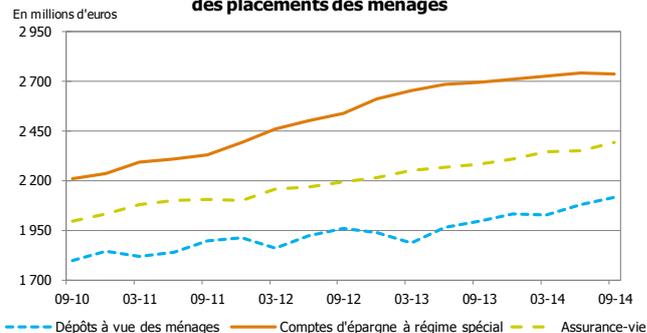
Les **placements des ménages** progressent de 0,8 % au troisième trimestre 2014 (+ 66 millions d'euros), bénéficiant de la bonne tenue de leurs **dépôts à vue** (+ 1,7 %) et de **l'épargne à long terme** (+ 1,1 %) malgré la baisse des **placements liquides** (- 0,4 %). En glissement annuel, leur rythme de croissance s'élève à + 3,1 %.



Evolution des actifs financiers des ménages



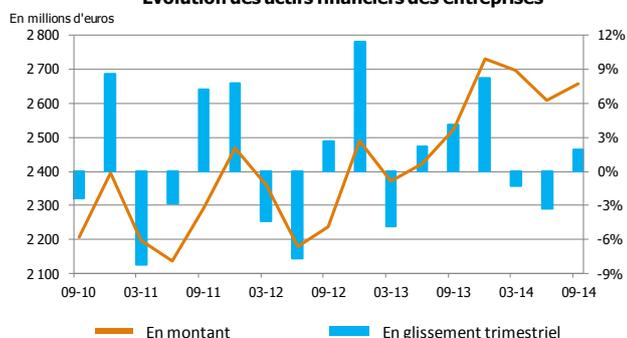
Evolution des principales composantes des placements des ménages



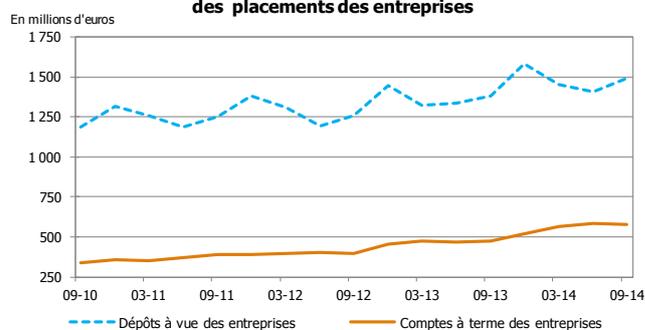
Croissance des placements des entreprises et des autres agents

Les **sociétés non financières** enregistrent également une hausse des actifs financiers qu'ils détiennent (+ 1,9 %) au troisième trimestre, après deux trimestres consécutifs de baisse (- 3,2 % au deuxième trimestre et - 1,3 % au premier). Seuls leurs **dépôts à vue** progressent (+ 5,6 % contre - 2,8 % et - 8,5 % les trimestres précédents) tandis que les autres types de placement reculent (- 2,5 % pour les **placements liquides** et - 2,9 % pour les **placements longs**). Sur les douze derniers mois, l'épargne des sociétés financières progresse de 5,3 %.

Evolution des actifs financiers des entreprises



Evolution des principales composantes des placements des entreprises



Les **placements des autres agents** (sociétés d'assurance et fonds de pension, administrations centrales et de sécurité sociale, associations) progressent de 4,9 % au troisième trimestre et de 11,4 % sur les douze derniers mois. Cette hausse concerne toutes les composantes et, plus particulièrement, les **placements liquides ou à court terme** (+ 8,8 % sur le troisième trimestre, dont + 20,0 % sur les comptes créditeurs à terme).

MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concernant des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

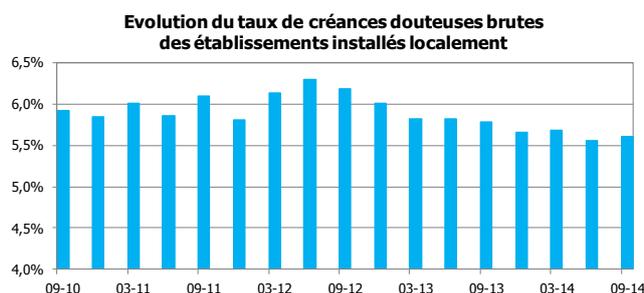
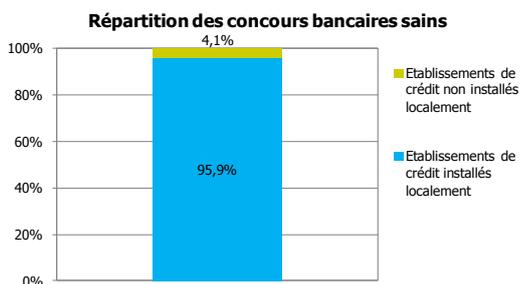
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédit non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros										Variations	
	sept-08	sept-09	sept-10	sept-11	sept-12	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	1 trim	1 an
Entreprises												
Crédits d'exploitation	1 306.0	1 158.7	1 187.0	1 090.0	1 161.4	1 087.7	1 101.5	987.1	1 045.9	1 008.3	-3.6%	-7.3%
<i>Créances commerciales</i>	131.6	108.9	93.3	106.6	83.7	68.4	82.8	69.1	81.4	75.7	-6.9%	10.7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	705.9	630.3	663.1	623.5	671.1	659.7	645.8	562.8	583.5	586.4	0.5%	-11.1%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	116.5	107.4	112.2	123.7	104.7	114.7	113.3	108.8	106.6	105.3	-1.2%	-8.2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	311.0	258.9	277.6	229.4	287.0	239.2	234.7	227.0	234.0	208.1	-11.1%	-13.0%
<i>Affacturation</i>	157.5	160.5	152.9	130.5	119.7	120.4	138.2	128.2	147.1	138.1	-6.1%	14.7%
Crédits d'investissement	3 412.8	3 306.0	3 331.9	3 389.2	3 241.5	3 177.9	3 201.4	3 320.0	3 339.2	3 342.0	0.1%	5.2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	2 953.5	2 846.4	2 857.4	2 912.5	2 774.3	2 761.9	2 779.9	2 861.0	2 873.2	2 871.6	-0.1%	4.0%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	254.7	236.0	246.8	306.4	251.0	240.5	239.7	238.1	238.8	236.4	-1.0%	-1.7%
<i>Crédit-bail</i>	459.3	459.6	474.5	476.7	467.2	416.0	421.5	459.0	466.0	470.4	0.9%	13.1%
Crédits à l'habitat	2 698.0	2 772.7	2 752.2	2 923.7	3 077.9	3 296.3	3 419.4	3 477.8	3 507.5	3 552.0	1.3%	7.8%
Autres crédits	66.0	77.0	44.8	29.7	47.0	62.4	63.4	60.9	58.8	58.9	0.2%	-5.7%
Encours sain	7 482.7	7 314.4	7 315.9	7 432.6	7 527.8	7 624.3	7 785.7	7 845.8	7 951.3	7 961.2	0.1%	4.4%
Ménages												
Crédits à la consommation	1 756.2	1 677.0	1 632.5	1 606.1	1 580.3	1 560.7	1 545.0	1 522.0	1 524.7	1 573.3	3.2%	0.8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 631.3	1 558.3	1 522.6	1 495.8	1 474.7	1 451.6	1 434.6	1 408.1	1 409.7	1 447.5	2.7%	-0.3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	47.9	40.2	39.2	49.3	50.3	54.7	56.3	59.7	59.5	67.5	13.5%	23.4%
<i>Crédit-bail</i>	77.0	78.6	70.7	61.0	55.3	54.4	54.2	54.1	55.5	58.2	4.9%	7.0%
Crédits à l'habitat	4 341.9	4 581.1	4 797.4	5 006.6	5 203.4	5 465.2	5 538.9	5 553.0	5 564.4	5 610.6	0.8%	2.7%
Autres crédits	2.2	2.1	5.8	1.0	1.0	2.2	2.1	2.2	2.4	2.0	-14.5%	-9.2%
Encours sain	6 100.4	6 260.2	6 435.7	6 613.7	6 784.7	7 028.1	7 086.0	7 077.2	7 091.5	7 185.9	1.3%	2.2%
Collectivités locales												
Crédits d'exploitation	41.9	23.3	23.4	31.1	8.5	6.5	6.9	13.9	14.5	14.7	1.4%	125.2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	39.5	21.4	23.3	7.7	7.1	6.4	6.4	11.9	12.4	12.7	2.4%	99.4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	2.4	1.9	0.1	23.4	1.4	0.2	0.4	2.1	2.1	2.0	-ns-	-ns-
Crédits d'investissement	1 610.6	1 765.5	1 696.6	1 855.0	1 910.4	1 888.7	2 040.2	1 949.2	2 008.7	1 985.3	-1.2%	5.1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 610.6	1 765.3	1 695.1	1 855.0	1 909.5	1 887.8	2 039.4	1 948.6	2 008.1	1 984.8	-1.2%	5.1%
Autres crédits	2.9	6.1	5.1	0.8	1.0	0.0	2.4	2.0	1.6	1.0	-39.5%	-ns-
Encours sain	1 655.5	1 796.4	1 726.5	1 888.3	1 921.2	1 896.4	2 050.6	1 966.3	2 026.0	2 002.1	-1.2%	5.6%
Autres agents												
Encours sain	459.5	528.2	564.2	522.8	581.7	552.2	581.2	711.9	848.6	555.2	-34.6%	0.6%
TOTAL												
Encours sain	15 698.1	15 899.3	16 042.2	16 457.5	16 815.4	17 101.1	17 503.6	17 601.3	17 917.4	17 704.4	-1.2%	3.5%
<i>dont ECNIL</i>	714.4	729.2	693.4	770.8	736.7	688.2	708.8	759.1	744.7	720.7	-3.2%	4.7%
Créances douteuses brutes	674.3	959.4	1 096.4	1 149.1	1 170.6	1 117.3	1 114.9	1 117.1	1 112.8	1 110.5	-0.2%	-0.6%
<i>dont ECIL</i>	640.2	823.4	965.7	1 017.9	1 060.0	1 007.8	1 007.4	1 014.0	1 011.6	1 008.7	-0.3%	0.1%
<i>Créances douteuses nettes</i>	294.1	464.4	499.1	503.8	497.8	473.6	484.3	480.9	478.2	484.3	1.3%	2.3%
<i>(dt) Entreprises</i>	157.6	331.8	387.4	396.9	395.6	352.7	361.2	352.0	344.7	349.9	1.5%	-0.8%
<i>(dt) Ménages</i>	99.6	114.3	108.2	102.2	98.7	116.1	120.6	126.1	130.8	131.7	0.7%	13.4%
<i>Provisions</i>	380.2	495.0	597.3	645.3	672.8	643.7	630.6	636.2	634.6	626.2	-1.3%	-2.7%
Encours brut total	16 372.4	16 858.7	17 138.6	17 606.6	17 986.0	18 218.4	18 618.5	18 718.4	19 030.2	18 815.0	-1.1%	3.3%
Taux de créances douteuses	4.1%	5.7%	6.4%	6.5%	6.5%	6.1%	6.0%	6.0%	5.8%	5.9%	0.1 pt	-0.2 pt
<i>dont taux de créances douteuses des ECIL</i>	4.1%	5.1%	5.9%	6.1%	6.2%	5.8%	5.7%	5.7%	5.6%	5.6%	0.0 pt	-0.2 pt
Taux de provisionnement	56.4%	51.6%	54.5%	56.2%	57.5%	57.6%	56.6%	57.0%	57.0%	56.4%	-0.6 pt	-1.2 pt
<i>dont taux de provisionnement des ECIL</i>	59.4%	60.1%	61.8%	63.4%	63.5%	63.9%	62.6%	62.7%	62.7%	62.1%	-0.7 pt	-1.8 pt

ECIL / ECNIL : établissements de crédit installés localement / non installés localement (cf. méthodologie)



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros									Variations	
	sept-09	sept-10	sept-11	sept-12	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	1 trim	1 an
Sociétés non financières	2 354.8	2 205.4	2 290.6	2 235.7	2 523.6	2 731.5	2 695.9	2 608.3	2 657.7	1.9%	5.3%
Dépôts à vue	1 190.9	1 187.3	1 251.5	1 256.9	1 384.2	1 586.1	1 450.8	1 410.1	1 489.7	5.6%	7.6%
Placements liquides ou à court terme	966.5	797.4	921.3	859.3	1 029.5	1 047.2	1 149.9	1 101.6	1 074.2	-2.5%	4.3%
Comptes d'épargne à régime spécial	1.3	0.4	0.3	29.8	116.3	72.4	173.8	132.0	118.0	-10.6%	1.5%
Placements indexés sur les taux de marché	965.2	797.1	921.0	829.5	913.2	974.7	976.0	969.7	956.2	-1.4%	4.7%
<i>dont comptes à terme</i>	384.4	340.3	390.2	397.4	474.7	519.5	566.2	581.7	579.9	-0.3%	22.2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	265.5	217.4	191.1	137.8	117.5	95.0	114.1	104.4	96.3	-7.8%	-18.1%
<i>dont certificats de dépôt</i>	314.2	238.9	339.4	293.5	320.7	359.9	295.4	283.3	279.8	-1.2%	-12.8%
Epargne à long terme	197.3	220.7	117.7	119.6	109.8	98.2	95.2	96.6	93.8	-2.9%	-14.6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	32.3	36.6	31.7	33.8	24.8	15.6	14.6	14.7	15.0	2.3%	-39.4%
Ménages	7 212.9	7 546.2	7 842.9	8 174.1	8 400.2	8 515.8	8 539.2	8 595.4	8 661.3	0.8%	3.1%
Dépôts à vue	1 672.0	1 795.8	1 896.0	1 960.6	1 994.4	2 034.3	2 027.3	2 078.1	2 114.4	1.7%	6.0%
Placements liquides ou à court terme	2 456.3	2 455.3	2 566.6	2 764.1	2 861.8	2 895.9	2 877.5	2 883.4	2 872.3	-0.4%	0.4%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 151.8	2 209.2	2 331.3	2 537.1	2 695.5	2 708.3	2 728.7	2 741.2	2 735.8	-0.2%	1.5%
<i>dont livrets ordinaires</i>	801.4	820.4	868.9	941.8	880.5	872.2	881.2	881.7	893.0	1.3%	1.4%
<i>dont livrets A et bleus</i>	704.4	753.2	837.5	960.3	1 099.1	1 118.5	1 131.9	1 142.0	1 128.9	-1.1%	2.7%
<i>dont livrets jeunes</i>	39.1	39.1	38.2	37.5	38.0	39.0	38.0	38.0	37.5	-1.2%	-1.2%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	122.5	114.3	104.5	101.0	94.7	91.5	85.9	85.3	85.1	-0.2%	-10.1%
<i>dont livrets de développement durable</i>	256.6	258.9	261.9	276.5	373.7	380.6	387.8	392.5	392.8	0.1%	5.1%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	227.9	223.3	220.2	220.0	209.6	206.6	203.7	201.8	198.5	-1.7%	-5.3%
Placements indexés sur les taux de marché	304.5	246.1	235.3	227.0	166.3	187.5	148.9	142.2	136.5	-4.0%	-17.9%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	223.2	182.9	186.9	179.6	135.2	159.8	120.2	114.8	109.5	-4.7%	-19.1%
<i>dont bons de caisse</i>	13.3	12.5	12.4	9.5	8.6	8.3	10.0	9.7	9.7	-0.2%	12.2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	68.0	50.7	36.1	37.9	22.4	19.5	18.7	17.6	17.4	-1.5%	-22.5%
Epargne à long terme	3 084.6	3 295.1	3 380.4	3 449.4	3 543.9	3 585.6	3 634.4	3 633.9	3 674.6	1.1%	3.7%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	740.2	753.6	748.6	749.5	767.8	783.6	790.4	794.1	806.9	1.6%	5.1%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	68.0	60.9	56.6	53.8	51.5	51.2	50.6	49.6	48.6	-2.0%	-5.5%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	8.4	8.4	7.8	8.7	10.7	9.5	10.3	10.7	9.9	-7.5%	-7.9%
<i>dont actions</i>	146.2	141.1	128.9	112.9	118.2	124.5	132.3	128.6	128.8	0.2%	8.9%
<i>dont obligations</i>	173.5	200.9	197.4	224.1	212.6	208.3	203.8	201.5	195.1	-3.2%	-8.2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	151.2	134.7	137.5	104.6	100.2	101.5	99.1	96.6	93.4	-3.3%	-6.8%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 797.1	1 995.4	2 103.5	2 195.8	2 282.9	2 307.0	2 347.8	2 353.0	2 392.0	1.7%	4.8%
Autres agents	772.4	804.0	657.0	843.4	768.3	792.3	826.4	816.1	856.1	4.9%	11.4%
Dépôts à vue	314.0	305.2	279.5	318.5	328.9	369.1	391.1	355.7	363.1	2.1%	10.4%
Placements liquides ou à court terme	236.4	255.9	177.9	297.2	290.2	279.8	291.2	298.4	324.5	8.8%	11.8%
Comptes d'épargne à régime spécial	52.6	68.9	73.5	106.3	161.0	156.2	154.1	146.2	149.1	2.0%	-7.4%
Placements indexés sur les taux de marché	183.8	187.0	104.4	190.9	129.2	123.7	137.1	152.2	175.4	15.3%	35.8%
<i>dont comptes à terme</i>	39.5	40.3	46.6	67.9	72.2	77.2	80.5	107.0	128.4	20.0%	77.8%
Epargne à long terme	222.1	242.9	199.6	227.7	149.2	143.4	144.0	162.1	168.5	3.9%	12.9%
Total actifs financiers	10 340.1	10 555.6	10 790.6	11 253.2	11 692.1	12 039.6	12 061.5	12 019.9	12 175.1	1.3%	4.1%
Dépôts à vue	3 176.8	3 288.3	3 427.0	3 535.9	3 707.5	3 989.5	3 869.2	3 843.9	3 967.2	3.2%	7.0%
Placements liquides ou à court terme	3 659.3	3 508.7	3 665.9	3 920.6	4 181.5	4 222.9	4 318.6	4 283.4	4 271.1	-0.3%	2.1%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 205.7	2 278.4	2 405.1	2 673.2	2 972.8	2 937.0	3 056.6	3 019.3	3 002.9	-0.5%	1.0%
<i>dont livrets ordinaires</i>	831.5	869.5	925.3	1 055.0	1 088.7	1 028.8	1 114.0	1 067.5	1 062.6	-0.5%	-2.4%
<i>dont livrets A et bleus</i>	713.0	765.8	854.1	982.4	1 167.0	1 189.5	1 226.2	1 233.5	1 225.5	-0.6%	5.0%
<i>dont livrets jeunes</i>	39.1	39.1	38.2	37.5	38.0	39.0	38.0	38.0	37.5	-1.2%	-1.2%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	122.5	114.4	104.6	101.0	94.7	91.5	86.0	85.3	85.1	-0.2%	-10.1%
<i>dont livrets de développement durable</i>	256.6	259.0	262.2	276.8	374.1	381.0	388.2	392.8	393.2	0.1%	5.1%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	227.9	223.5	220.8	220.5	210.0	207.1	204.2	202.2	198.9	-1.6%	-5.3%
Placements indexés sur les taux de marché	1 453.6	1 230.2	1 260.8	1 247.4	1 208.7	1 285.9	1 262.0	1 264.0	1 268.2	0.3%	4.9%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	647.1	563.4	623.7	644.8	682.2	756.5	766.8	803.5	817.8	1.8%	19.9%
<i>dont bons de caisse</i>	14.5	18.2	17.8	11.0	9.0	9.2	10.9	10.5	10.5	0.3%	16.9%
<i>dont certificats de dépôt</i>	314.2	238.9	339.4	293.5	320.7	359.9	295.4	283.3	279.8	-1.2%	-12.8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	477.8	409.7	279.9	298.0	196.8	160.4	188.9	166.7	160.0	-4.0%	-18.7%
Epargne à long terme	3 504.0	3 758.7	3 697.6	3 796.6	3 803.0	3 827.2	3 873.6	3 892.6	3 936.8	1.1%	3.5%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	740.2	754.9	750.8	751.4	769.8	785.7	792.5	796.1	809.1	1.6%	5.1%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	68.0	61.2	56.9	54.1	51.8	51.6	51.0	50.0	49.0	-1.9%	-5.4%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	8.4	8.4	7.8	8.7	10.7	9.5	10.3	10.7	9.9	-7.5%	-7.9%
<i>dont actions</i>	164.0	159.3	144.1	125.9	134.6	140.9	150.7	149.4	148.1	-0.9%	10.0%
<i>dont obligations</i>	360.3	401.0	347.3	423.7	408.2	407.9	400.1	406.5	405.7	-0.2%	-0.6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	366.0	377.8	284.5	235.5	143.1	122.8	119.5	125.2	121.2	-3.2%	-15.3%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 797.1	1 996.0	2 106.2	2 197.5	2 284.7	2 308.8	2 349.5	2 354.6	2 393.9	1.7%	4.8%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : T. BELTRAND

Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : décembre 2014